

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La position du MSP connue fin juillet prochain

Au MSP, on dément toute velléité de renouer avec les «premières amours», soit reprendre sa place au gouvernement, et faire, ainsi, un enfant dans le dos de l'opposition déjà en mal de perspectives.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Beaucoup se dit, ces derniers temps, sur une volonté «mal assumée» du plus en vue des partis islamistes à cesser sa collaboration au sein de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CLTD) dans la perspective de reprendre sa place dans le sérail, via une présence, de nouveau, dans l'exécutif. Il est même prêté à la direction du MSP d'avoir renoué le contact et de le maintenir ces derniers temps d'avec le pouvoir, à son plus haut sommet, à travers le directeur de cabinet du président de la République.

Sauf qu'au niveau, justement, de cette direction du mouvement, on dément formellement ce que l'on qualifie d'«allégations». C'est ainsi que pour le chargé à la communication au mouvement, «tout baigne dans l'huile et l'idée de quitter le navire de l'opposition n'a jamais été à l'ordre du jour». «Nous nous en tenons toujours à la CLTD et à l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso)», affirmait sous la sceau de la solennité, hier samedi, Bouabdellah Benadjaïmia.

Pour ce qui est de la participation aux prochaines élections législatives de mai 2017 dont certains, comme Jil Jadid, «accusent» le MSP et le RCD, notre interlocuteur a été aussi clair que précis. «Cette question des élections est propre à chaque parti. Elle peut, certes, être débattue au sein des instances de l'opposition mais en aucun cas, un parti ou une personnalité a la latitude d'imposer

son point de vue, et ce, conformément au règlement intérieur qui régit ces instances».

Concernant, justement ces élections législatives, Benadjaïmia affirme que la position du MSP sera probablement arrêtée lors de la toute prochaine session ordinaire du conseil consultatif national du mouvement prévue vers la fin du mois de juillet 2016. Et libre à chacun, précise-t-il, «d'adopter la position qui lui sied le mieux sans porter atteinte au travail de coordination au sein de la CLTD et de l'Icso». Et au chargé à la communication au sein du MSP de préci-



Abderezzak Mokri, président du MSP.

ser encore que «jamais le mouvement n'intégrera un quelconque gouvernement qu'à la suite d'élections législatives véritablement

libres et transparentes et dont il sortira vainqueur».

Un propos qui sonne comme un autre démenti à l'intention prê-

tée au mouvement par certains de rejoindre l'Exécutif.

Cela dit, il n'échappe à personne que le courant participationniste au sein du MSP, incarné par le duo Boudjerra Soltani-Abderrahmane Saïdi, n'a jamais avalé son départ de la tête du mouvement à la faveur du renversement du rapport de force en faveur de l'aile dure portée depuis le temps par l'actuel président, Abderezzak Mokri.

Et l'ex-président du mouvement ne rate aucune occasion pour se faire rappeler, et prêcher la vanité de l'action au sein de l'opposition, signifiant indirectement, l'impératif stratégique pour le MSP de rejoindre le giron du pouvoir.

M. K.

MULTIPLICATION DES ATTENTATS AU MALI

Risque de propagation au Sahel

La dégradation de la situation sécuritaire au Nord-Mali risque de déborder sur la région du Sahel avec tout ce que cela laisse supposer comme dangers pour l'Algérie et les pays mitoyens. Mercredi dernier, le Conseil de sécurité a consacré une réunion à la question alors que notre ministre des Affaires étrangères s'apprête à se rendre à Bamako pour évaluer l'accord de paix signé entre factions rivales.

Le retour à la paix est-il compromis au Mali ? L'espoir suscité par la signature d'un cessez-le-feu dans le cadre d'un accord mettant fin aux combats armés entre l'armée régulière paraît bien mince. Les lenteurs enregistrées dans l'application de l'accord de paix ont été mises à profit par les groupes islamistes armés qui écument la région. Le dernier attentat en date remonte à une semaine lorsque le village

de Tiofol Ngoradji fut secoué par de violents combats entre groupes armés. Le lieu fait partie des zones qui s'enfoncent dans la violence.

Au cours des mois précédents, de fréquentes attaques contre la mission onusienne au Mali (Minusma) ont été signalées. Durant la même période, sept militaires français ont trouvé la mort lors d'attentats. Il y a moins d'une semaine, deux d'entre eux ont sauté sur une mine enfouie sur le passage du blindé qu'ils conduisaient.

La gravité de la situation a poussé le Conseil de sécurité à se réunir mercredi dernier. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations-Unies a signalé que la situation sécuritaire s'était notablement dégradée ces dernières semaines. Selon lui, la Minusma «détient le palmarès de la mission la plus meurtrière des missions des Nations-Unies actuellement déployées». Le bilan est lourd : entre les mois de février et mai derniers,

19 Casques bleus (dont douze uniquement pour le mois de mai) ont trouvé la mort dans des actions terroristes. «Un an après la signature de l'accord de paix, force est de constater que ni les signataires, moins encore la médiation internationale, ne sont satisfaits du rythme d'exécution de sa mise en œuvre. Cette lenteur qui est difficilement compréhensible est en train de compromettre tout le processus, notamment la mise en place des patrouilles mixtes», a-t-il ajouté. «Alors que l'accord est un tout, depuis un certain temps, le débat semble le réduire à la mise en place des administrations intérimaires, qui malheureusement, tardent à s'opérationnaliser». L'Algérie, qui a parrainé l'accord de paix, suit, elle aussi, de près l'évolution des événements au Mali. Le ministre algérien des Affaires étrangères a prévu de se rendre ce lundi à Bamako, afin d'évaluer la situation.

R. N.

CONTRIBUTION

Le FLN, unique et Wahid

Le FLN est un parti unique. Il est unique en son genre. C'est un parti dirigé par un oracle et qui fait des émules. Oui, Ammar Saâdani est l'Oracle en chef. Le Petit Larousse définit ce mot : «Réponse d'une divinité au fidèle qui la consultait.» Sauf que le secrétaire général du FLN n'a été consulté par personne, il a été instruit. Militant obéissant, Saâdani exécute et met en musique, rythmée et endiablée, la feuille de route. Le premier son de son tam-tam bien maîtrisé, expérience de vie antérieure oblige, annonce le départ du puissantissime général de corps d'armée, Médiène dit Taoufik. Stupeur, la ligne rouge est franchie. Nombreux étaient ceux qui croyaient que l'auteur de ce message sibyllin dans la forme mais incisif sur le fond, venait de se suicider. Erreur. Il est toujours secrétaire général du parti historique alors que sa cible rejoint la grande masse des retraités historiques, de l'été 2015. Le lecteur peut trouver curieux que sur un même paragraphe figure le nom du patron du FLN et le mot «divinité». En fin de compte, pas si curieux que ça, Ammar Saâdani, le «tombeur» de Rab Dzaier est aussi béni des dieux. Il est le maître absolu dans un de ses sanctuaires : le FLN. Son autre refuge maraboutique se trouve à Neuilly-sur-Seine, un pied-à-terre qui a déclenché l'octroi d'un titre de séjour sur le territoire français, valable dix ans. C'est un constat, ce n'est pas une accusation. D'ailleurs, Ammar

Saâdani n'est pas du tout auteur de quelques fuites de capitaux, fuite de cerveau (au singulier), non plus.

Le sujet n'est pas de pointer du doigt l'extra-territorialité du numéro un du parti du 1^{er} Novembre mais de rappeler sa proximité, et pas seulement physique, avec l'ancienne puissance coloniale. Chacun a encore en tête ses surprenants propos au sujet du Front Polisario à l'automne dernier. Pour rappel : «Il n'y a pas que l'Algérie pour la résolution de la question, il y a aussi l'ONU.» Il ajoute sur les tensions entre le royaume voisin et son pays (d'adoption ?) : «Cette escalade n'est ni dans l'intérêt du Maroc ni de l'Algérie.» Ammar Saâdani laisse notamment entendre que l'Algérie est en partie responsable de la dégradation des relations entre les deux pays alors que selon la ligne officielle d'Alger, le Maroc est le seul agresseur.

Entre-temps, l'Oracle, prénommé Ammar, annonce le départ du gouverneur de la Banque d'Algérie, du ministre des Finances, de l'arrivée en force de ses fidèles, membres du FLN dans le gouvernement. Mais revenons aux relations algéro-marocaines : les positions françaises en faveur de Rabat sont connues tout comme les pressions de l'Elysée pour l'ouverture des frontières séparant notre pays du royaume alaouite. Et voilà que du FLN jaillit un nouvel oracle : Wahid Bouabdallah. Homme posé, respectable, soutien

constant à Bouteflika mais qui semble être trop jeune et mono-national pour être nommé ministre. En plus, il ne détient aucun titre de séjour étranger ce qui compromet son avenir politique, selon les critères du moment. Toujours est-il que Monsieur Bouabdallah, à la parole rare et mesurée, tient des propos élogieux à l'égard du roi du Maroc. Contrairement à ce qui a été écrit ici et là, sa prise de position n'est aucunement intéressée et ne vise point à récupérer quelques hypothétiques propriétés familiales au Maroc. Non, Bouabdallah est au-dessus de ces mesquineries, il annonce sans doute et tout simplement la prochaine ouverture des frontières algéro-marocaines. Pourquoi pas ? Seulement, une telle décision serait un coup fatal pour la Tunisie où le tourisme européen baisse de moitié. Le seul pays frontalier le moins anormal de l'Algérie sera déstabilisé au profit d'un pays qui n'a manqué aucune occasion pour afficher son animosité, voire son agressivité à l'égard d'Alger et d'autres parties qui évoquent le droit d'auto-détermination des Sahraouis. Même le secrétaire général de l'ONU est brocardé par le Makhzen. Cependant, la diplomatie de Sa Majesté repose sur le soutien indéfectible de la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et qui détient le droit de veto. Dans ce contexte se pose la question de savoir quelles sont les raisons de l'envolée du député du

Par Naoufel Brahimi El Mili



FLN en faveur de Mohamed VI. Surtout quel est l'intérêt de l'Algérie à se priver d'un atout géopolitique en ouvrant sa frontière ouest ? En l'absence de réponses logiques, force est de constater que le FLN-oracle reprend la voix sur ce sujet, alors que sur les autres thèmes, tous les dirigeants politiques au pouvoir se contentent de commenter la météo de la veille et ses conséquences sur l'observance des injonctions ramadhanesques. Aucun mot sur l'entrée triomphale d'Amar Ghoul, président d'un nano-parti, au Sénat. Je rappelle que Brutus était aussi un sénateur.

N. B. E. M.